

Islande

La surchauffe de l'économie a entraîné un durcissement agressif de la politique monétaire, destiné à ramener l'inflation vers son objectif officiel. Étant donné le niveau particulièrement élevé du déficit et de l'endettement extérieurs, la diminution des entrées de capitaux du fait que les projets d'investissement de grande envergure toucheront à leur fin pourrait déboucher sur une inversion du mouvement d'appréciation substantielle qu'a connu la monnaie islandaise ces dernières années, inversion dont les premiers signes sont peut-être déjà visibles. Cela pourrait entraîner une période prolongée de taux d'intérêt élevés, et peut-être une véritable récession, comme cela s'était produit à la suite de la précédente période de surchauffe, en 2002.

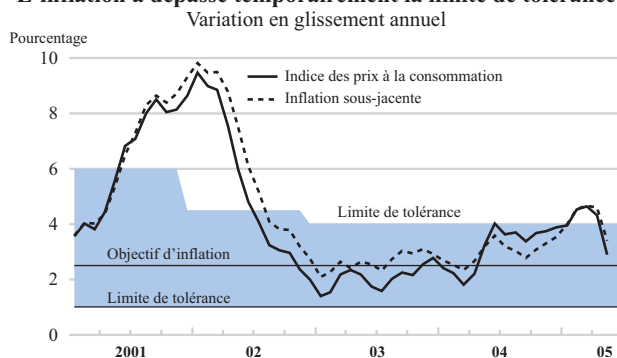
De nouvelles hausses de taux d'intérêt seront probablement nécessaires pour prévenir une spirale des salaires et des prix. Maintenant que les réductions d'impôts ont été adoptées, le gouvernement devrait viser des excédents budgétaires plus importants que ceux prévus à l'heure actuelle, afin d'assurer une meilleure articulation de la politique économique. Cela devrait se traduire par une plus grande maîtrise des dépenses et la réduction des aides fiscales qui favorisent un secteur du logement en plein essor.

L'inflation et le déficit extérieur se sont envolés

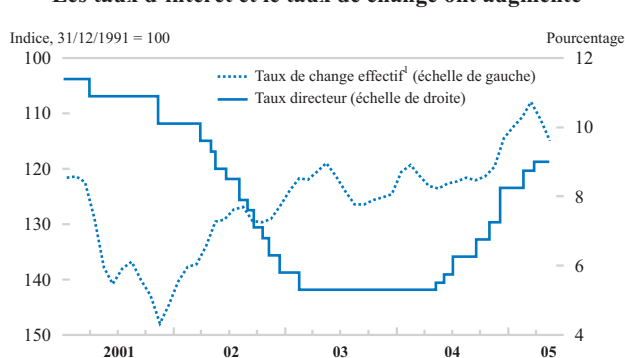
L'économie s'est vigoureusement redressée après la récession marquée de 2002, la demande soutenue des ménages renforçant l'effet stimulant des projets d'investissements de grande envergure liés au secteur de l'aluminium, si bien qu'en 2004, la reprise s'élargissant aux exportations, la croissance du PIB réel a atteint 5¼ pour cent. Cette expansion rapide a permis de combler l'écart de production considérable qui était apparu en 2002, et a finalement mis un terme à l'atonie du marché du travail, qui avait été étonnamment morose jusqu'à la mi-2004. De ce fait, les pressions sur les prix et sur les salaires se sont accentuées. La montée des cours du pétrole en 2004 a porté la hausse des prix à la consommation à un niveau proche du plafond de 4 % fixé par les autorités. Néanmoins, l'inflation importée globale a reculé grâce à l'appréciation supplémentaire de 10 % de la monnaie islandaise au cours des six mois s'achevant en mars 2005, même si une partie de cette progression a été effacée ces derniers temps. La flambée des coûts des logements a contribué à la poursuite de la hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation : elle a atteint 4¾ pour cent en mars, avant de revenir récemment à 3 % (en partie du fait d'une modification du mode d'intégration des coûts des logements dans l'indice). Dans le même temps,

Islande

L'inflation a dépassé temporairement la limite de tolérance



Les taux d'intérêt et le taux de change ont augmenté



1. Échelle inversée. Une augmentation indique une appréciation.
Source : Central Bank of Iceland et Statistics Iceland.

Islande : Demande, production et prix

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Prix courants milliards de ISK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1990)				
Consommation privée	408.0	-1.4	6.6	7.5	7.5	5.0
Consommation publique	176.7	3.2	3.5	3.6	2.4	2.5
Formation brute de capital fixe	165.6	-20.9	17.0	12.8	23.6	8.0
Demande intérieure finale	750.2	-4.8	7.9	7.8	9.9	5.2
Variation des stocks ¹	- 2.1	0.4	-0.1	-0.1	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	748.1	-4.5	7.8	7.7	9.7	5.3
Exportations de biens et services	299.4	3.9	1.4	8.3	8.2	6.7
Importations de biens et services	306.9	-2.6	10.5	14.3	16.3	6.4
Exportations nettes ¹	- 7.5	2.5	-3.5	-2.7	-4.0	-0.4
PIB aux prix du marché	740.6	-2.1	4.2	5.2	6.2	5.3
Déflateur du PIB	—	5.7	-0.1	2.4	3.4	3.4
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	5.2	2.1	3.2	4.0	3.6
Déflateur de la consommation privée	—	4.4	0.7	2.3	3.3	3.2
Taux de chômage	—	3.3	3.4	3.1	2.8	2.3
Solde des administrations publiques ²	—	0.2	-1.0	0.4	1.1	1.1
Balance des opérations courantes ²	—	1.1	-5.3	-8.1	-12.4	-12.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 77.

malgré le rebond des exportations, la croissance explosive des importations a entraîné un creusement rapide du déficit des paiements courants, qui s'est établi à 8 % du PIB en 2004.

Après plusieurs hausses progressives, la Banque centrale a relevé son taux directeur de 1 point de pourcentage en décembre, lorsqu'il est devenu clair qu'au cours de la période à venir l'apport de la politique budgétaire serait moins appréciable que prévu, tandis que les anticipations inflationnistes montaient régulièrement, contrecarrant les mesures de resserrement prises par l'institut d'émission. Néanmoins, un dépassement temporaire du plafond d'inflation fixé par les autorités n'a pu être évité, et en février la Banque centrale a dû présenter au gouvernement un rapport exposant les raisons de cette dérive, les mesures prises pour y faire face et le délai nécessaire pour revenir à l'objectif de 2½ pour cent. Parallèlement, la Banque centrale a annoncé une hausse de taux d'intérêt de ½ point de pourcentage, qui a été suivie d'une nouvelle augmentation de ¼ point en mars, portant son taux directeur à 9 %. Après avoir été déficitaire au cours de la première année de la reprise, le solde des administrations publiques est redevenu excédentaire à hauteur de ½ pour cent du PIB en 2004. Cette amélioration était due pour moitié environ à des mesures discrétionnaires. Une très forte progression des recettes (liée à une croissance du PIB nominal deux fois plus importante que l'estimation retenue dans le budget) a plus que compensé le dépassement des dépenses (en particulier au niveau des collectivités locales). Les finances publiques devraient demeurer excédentaires jusqu'à fin 2006, mais les réductions d'impôts adoptées en fin d'année dernière signifient que la période de rigueur budgétaire s'achèvera probablement juste au moment où les projets d'investissement atteindront leur point culminant.

Les conditions monétaires se sont durcies, mais la rigueur budgétaire touche à sa fin

*Il ne sera pas aisé d'éviter un
atterrissage brutal de
l'économie*

D'après les prévisions, la croissance économique devrait être supérieure à 6 % en 2005, avant de ralentir en raison d'un tassement progressif de la demande des ménages, les hausses de taux d'intérêt commençant à produire leur effet, et d'un recul marqué de l'investissement lorsque les projets de grande envergure toucheront à leur fin. Le déficit des paiements courants devrait commencer à diminuer après avoir culminé à 12½ pour cent du PIB cette année. L'inflation devrait se raviver à court terme du fait de l'inversion du mouvement d'appréciation de la monnaie, puis reculer progressivement en raison de l'orientation restrictive de la politique monétaire. Il est cependant fort possible que la résorption des déséquilibres économiques se heurte à quelques obstacles. Il est en effet à craindre que des accords salariaux pluriannuels ne soient dénoncés à la fin de l'année, si l'inflation a été nettement supérieure à l'objectif officiel et si d'autres négociations ont débouché dans l'intervalle sur des hausses de rémunérations plus élevées. Le taux de change, qui est présumé demeurer constant, pourrait baisser brutalement du fait du ralentissement des entrées de capitaux dans un contexte de déséquilibre marqué et persistant de la balance des paiements, ce qui exercerait des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt. Dans ces circonstances, l'évolution de la situation dépendra pour beaucoup de l'orientation de la politique budgétaire, tant au niveau de l'administration centrale que des collectivités locales, ce qui laisse à penser qu'un durcissement précoce de l'action budgétaire serait prudent, dans la mesure où il réduirait les risques d'atterrissage brutal.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques
Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications
Politiques structurelles et croissance
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain *via* l'enseignement et la formation post-obligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des micro-données

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Des informations sur les publications et les études récentes du Département des Affaires économiques sont disponibles sur le site web de l'OCDE à partir de www.oecd.org/eco-fr. Ce site propose la série complète des *Documents de travail du Département des Affaires économiques* (www.oecd.org/eco/DocumentsDeTravail), disponibles gratuitement, ainsi que les résumés des éditions récentes de la série des *Études économiques de l'OCDE* (www.oecd.org/eco/EtudesEconomiques) et des *Perspectives économiques de l'OCDE* (www.oecd.org/PerspectivesEconomiques).

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Le Flashfile des *Perspectives économiques de l'OCDE*, contenant un résumé des prévisions des *Perspectives économiques*, est disponible sur le web dès le jour de la parution de la version préliminaire, un mois à six semaines avant la publication finale (www.oecd.org/eco/statistiques). Les données pour les variables macroéconomiques clés sont présentées pour tous les pays et régions de l'OCDE sous forme de fichier Excel, qui peut être exploité directement avec la plupart des logiciels statistiques et analytiques. Le Flashfile des *Perspectives économiques* est disponible gratuitement, en anglais.

Les abonnés aux *Perspectives économiques de l'OCDE*, en plus des deux versions imprimées, ont accès à une version préliminaire en ligne (format PDF), publiée sur internet six à huit semaines avant la sortie de la version imprimée :

<http://new.SourceOCDE.org/periodique/perspectiveseconomiquesocde>

Les données historiques et les prévisions des *Perspectives économiques* sont également disponibles sous la forme d'une **base de données statistiques** disponible en ligne ou sur Cd-Rom. Cette base de données contient quelque 4 000 séries macroéconomiques temporelles pour les pays de l'OCDE et les régions hors OCDE. Ces séries commencent en 1960 et finissent à l'horizon des prévisions publiées.

Les abonnements à cette base de données peuvent être combinés avec des abonnements aux *Perspectives économiques* format imprimé et PDF, et peuvent être souscrits à tout moment de l'année.

Pour plus d'informations, visitez notre librairie en ligne www.oecd.org/bookshop ou contactez votre fournisseur des publications de l'OCDE le plus proche : www.oecd.org/editions/distributeurs .

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Pour une analyse approfondie de la situation économique des pays, lisez les *Études économiques de l'OCDE*. En apportant une information riche sur l'évolution économique, cette série sert de référence aux institutions financières, aux entreprises multinationales, aux bureaux de consultants, aux universités et aux bibliothèques du monde entier. Chaque numéro contient une évaluation de l'OCDE sur :

- Les performances macroéconomiques récentes et les perspectives à court terme, axée sur la pertinence de la politique monétaire et la soutenabilité des finances publiques.
- La politique économique et les réformes structurelles dans de nombreux domaines, tels que le marché du travail, les marchés des produits, le système financier, la fiscalité, la santé et l'environnement.
- Des thèmes structurels spécifiques, parmi lesquels : la réforme fiscale, les dépenses publiques, le vieillissement de la population, le développement durable, les migrations et la concurrence.

Les *Études* sont disponibles pour les pays suivants :

Allemagne	Italie
Australie	Japon
Autriche	Luxembourg
Belgique	Mexique
Brésil	Nouvelle-Zélande
Canada	Norvège
Chili	Pays-Bas
Corée	Pologne
Danemark	Portugal
Espagne	Roumanie
États-Unis	République slovaque
Fédération de Russie	République tchèque
Finlande	Royaume-Uni
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Zone euro
Islande	

Disponibles par abonnement. Vous pouvez créer votre propre collection en choisissant les pays qui vous intéressent ; par exemple : les sept principaux pays de l'OCDE, les pays de l'Union européenne ou de l'Europe centrale et orientale ou un pays uniquement. Cette série s'adapte à vos besoins. Pour plus d'informations, abonnez-vous aux Newsletters de l'OCDE (www.oecd.org/OECDdirect), ou visitez notre librairie en ligne (www.sourceOCDE.org), ou bien envoyez votre commande à :

Les éditions de l'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16
FRANCE

Pour les clients d'Allemagne et d'Autriche

OECD Sales Office

August-Bebel-Allee 6, D-53175 Bonn

Tél. : 49 228 959 1215

Fax : 49 228 959 1218

E-mail : bonn.contact@oecd.org

Internet : www.oecd.org/deutschland

Pour les clients d'Amérique du Nord

OECD Washington Center

2001 L Street N.W., Suite 650

Washington DC, 20036-4922, USA

Tél. : 1 202 785 6323

Fax : 1 202 785 0350

E-mail : washington.contact@oecd.org

Internet : www.oecd.wash.org

Pour les clients du Japon et d'Asie

OECD Tokyo Centre

3rd Floor, Nippon Press Center Building

2-2-1, Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011, Japan

Tél. : 81 3 5532 0021

Fax : 81 3 5532 0035

E-mail : center@oecdtokyo.org

Internet : www.oecdtokyo.org

Pour les clients d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud

OECD Mexico Centre

Av. Presidente Mazaryk 526

Colonia : Polanco

C.P. 11560, Mexico D.F.

Tél. : 52 555 281 3810

Fax : 52 555 280 0480

E-mail : mexico.contact@oecd.org

Internet : rtn.net.mex/ocde

Pour les clients du reste du monde

OECD Paris Centre

2, rue André-Pascal

75775 Paris Cedex 16, France

Tél. : 33 1 45 24 94 16

Fax : 33 1 45 24 94 53

E-mail : sourceoecd@oecd.org

Internet : www.sourceoecd.org

Commande en ligne : www.oecd.org/publications
(paiement sécurisé par carte de crédit)

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : en perte de vitesse et d'équilibre ?					vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique					1
Vue d'ensemble					1
L'absorption des chocs					2
Maintenir ou rétablir l'élan					10
Persistance des risques et des tensions					17
Politique macroéconomique : revenir à la neutralité et rétablir une situation plus tenable					24
Appendice I.1. Le scénario de référence à moyen terme					32
Appendice I.2. Scénarios d'atterrissage brutal du dollar : calibrage et simulations					37
II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE					45
États-Unis	45	Corée	89	Nouvelle-Zélande	121
Japon	50	Danemark	92	Pays-Bas	124
Zone euro	54	Espagne	95	Pologne	127
Allemagne	58	Finlande	98	Portugal	130
France	63	Grèce	101	République slovaque	133
Italie	67	Hongrie	104	République tchèque	136
Royaume-Uni	72	Irlande	107	Suède	139
Canada	76	Islande	110	Suisse	142
Australie	81	Luxembourg	113	Turquie	144
Autriche	84	Mexique	115		
Belgique	86	Norvège	118		
III. Évolutions dans certaines économies non membres					147
Chine					148
Brésil					150
Fédération de Russie					152
IV. Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente					155
Introduction					155
Typologie des indicateurs d'inflation tendancielle					156
Évaluation de l'utilité potentielle des divers indicateurs					160
Enseignements à tirer pour les pressions inflationnistes actuelles					162
Appendice					167
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i>					174
Annexe statistique					175
Classification des pays					176
Mode de pondération pour les données agrégées					176
Taux de conversion irrévocable de l'euro					176
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour					177
Tableaux annexes					179

Encadrés

I.1. Emploi, chômage et taux d'activité aux États-Unis	5
I.2. Comment expliquer la faiblesse de la consommation allemande ?.....	8
I.3. Hypothèses de politique économique et autres sous-tendant les prévisions centrales.....	12
I.4. Voies d'ajustement des déséquilibres extérieurs	22
I.5. Voir et croire.....	29
I.6. Hypothèses du scénario de référence à moyen terme	36
IV.1. Les différents indicateurs d'inflation tendancielle pris en compte.....	158
IV.2. Tests visant à différencier les indicateurs d'inflation tendancielle.....	161
IV.3. Pourquoi une telle inertie de l'inflation dans la zone euro ?.....	165

Tableaux

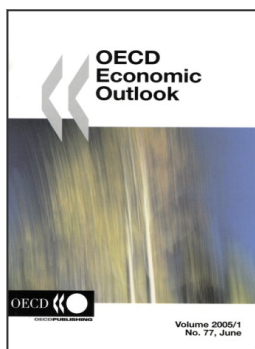
I.1. La croissance devrait progressivement retrouver de l'élan	1
I.2. Les données récentes dénotent un affaissement à court terme dans certains pays.....	11
I.3. La croissance des échanges internationaux ne devrait pas s'essouffler	16
I.4. D'importants déficits budgétaires persistent	27
I.5. Résumé du scénario de référence à moyen terme	33
I.6. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme	34
I.7. Croissance de la production potentielle de l'économie et de ses composantes	35
I.8. Hypothèses sur les prix des actifs	38
I.9. Résultats des simulations	40
III.1. Prévisions pour la Chine	149
III.2. Prévisions pour le Brésil	151
III.3. Prévisions pour la Fédération de Russie	153
IV.1. Valeur moyenne de l'inflation globale et de l'inflation tendancielle	159
IV.A1. Évaluation de l'utilité des indicateurs d'inflation tendancielle : synthèse des résultats des tests, 1996-2004	167

Graphiques

I.1. Les prix du pétrole sont élevés et volatils, alors que les taux de change se sont décalés.....	3
I.2. Les économies ont été diversement dépendantes de la demande extérieure.....	4
I.3. Les tendances de la compétitivité divergent entre membres de la zone euro.....	9
I.4. La confiance a fléchi	10
I.5. Les profits ont généralement augmenté plus que l'investissement	13
I.6. Les taux d'utilisation des capacités laissent prévoir une accélération des dépenses en capital.....	14
I.7. La productivité du travail aux États-Unis rejoint sa tendance.....	15
I.8. Les taux d'intérêt réels sont plus bas que lors des cycles passés	18
I.9. Les écarts de taux restent relativement faibles.....	20
I.10. L'Asie finance une part croissante du déficit du compte courant américain.....	21
I.11. L'inflation sous-jacente reste modérée.....	25
I.12. Les taux directeurs sont ramenés vers la neutralité dans plusieurs économies	26
I.13. La part des programmes obligatoires dans les dépenses du gouvernement fédéral des États-Unis s'accroît	28
I.14. Des dérapages budgétaires récurrents dans la zone euro	31
I.15. Effets sur la production, l'inflation et le chômage	41
IV.1. Taux d'inflation et divers indicateurs de l'inflation sous-jacente	163
IV.A1. États-Unis : indicateurs d'inflation sous-jacente.....	168
IV.A2. Zone euro : indicateurs d'inflation sous-jacente	169
IV.A3. Japon : indicateurs d'inflation sous-jacente	170
IV.A4. Royaume-Uni : indicateurs d'inflation sous-jacente.....	171
IV.A5. Canada : indicateurs d'inflation sous-jacente.....	172

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2005), « Islande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2005 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2005-1-20-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.